



GovLink / JusLink

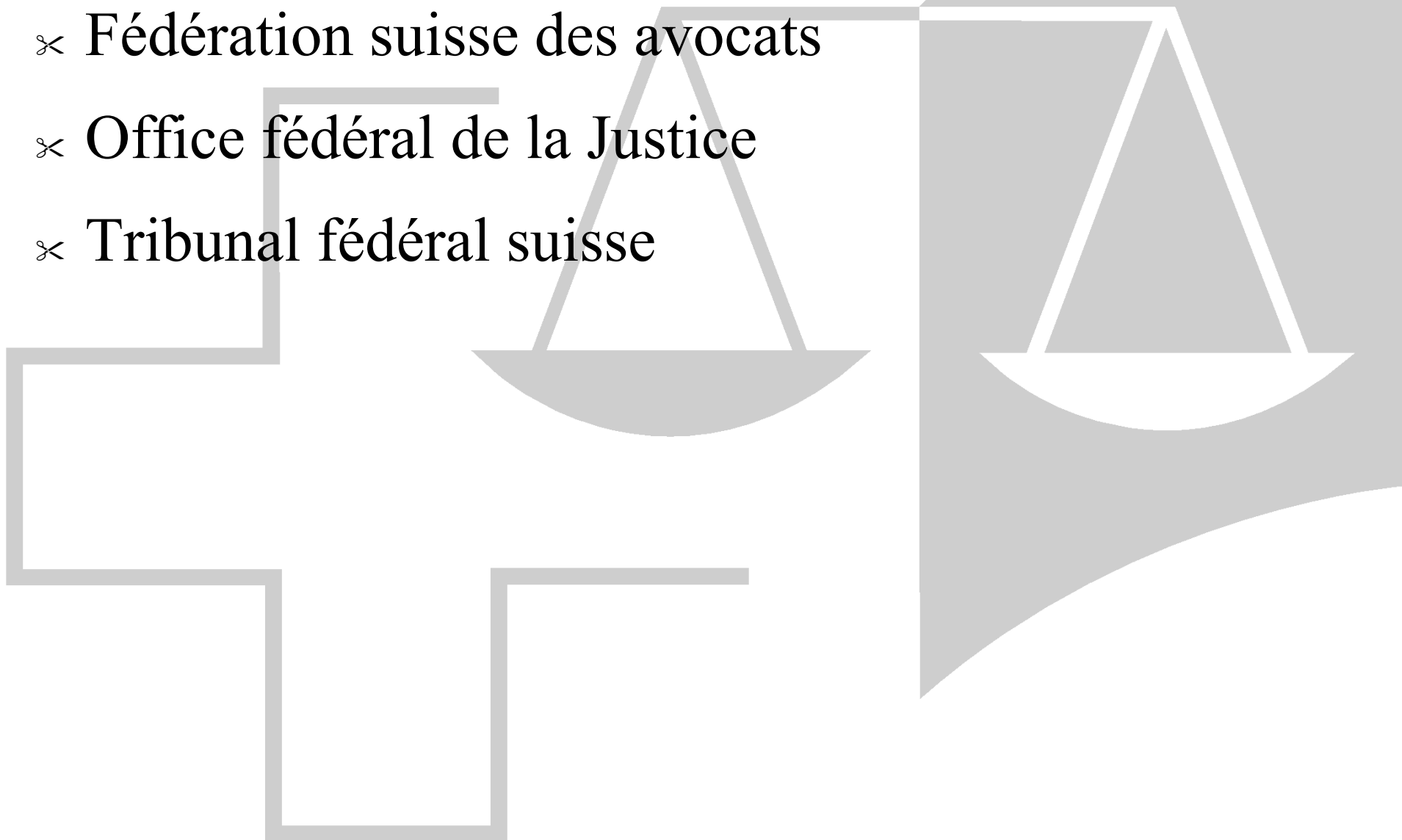
Le cadre suisse de l'interopérabilité

Plan de la présentation

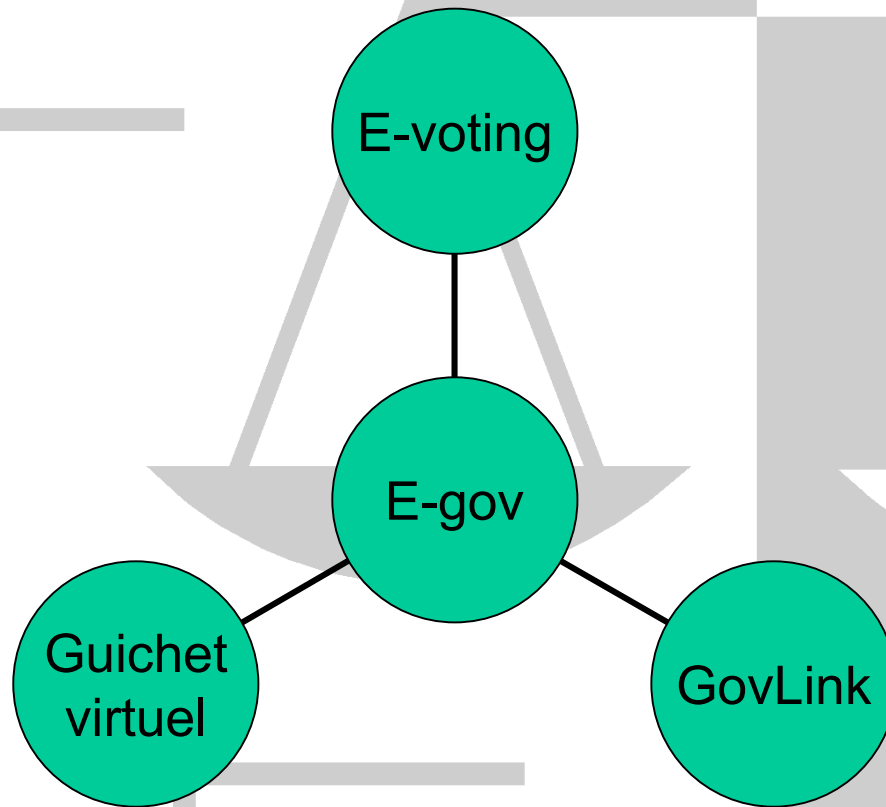
- ✂ Contexte général et organisation du projet
- ✂ Objectifs du projet
- ✂ Déroulement d'un procès électronique
- ✂ Définition du contenu des messages
- ✂ Intégration du marquage XML dans les jugements
- ✂ Questions

Les partenaires

- ✘ Fédération suisse des avocats
- ✘ Office fédéral de la Justice
- ✘ Tribunal fédéral suisse

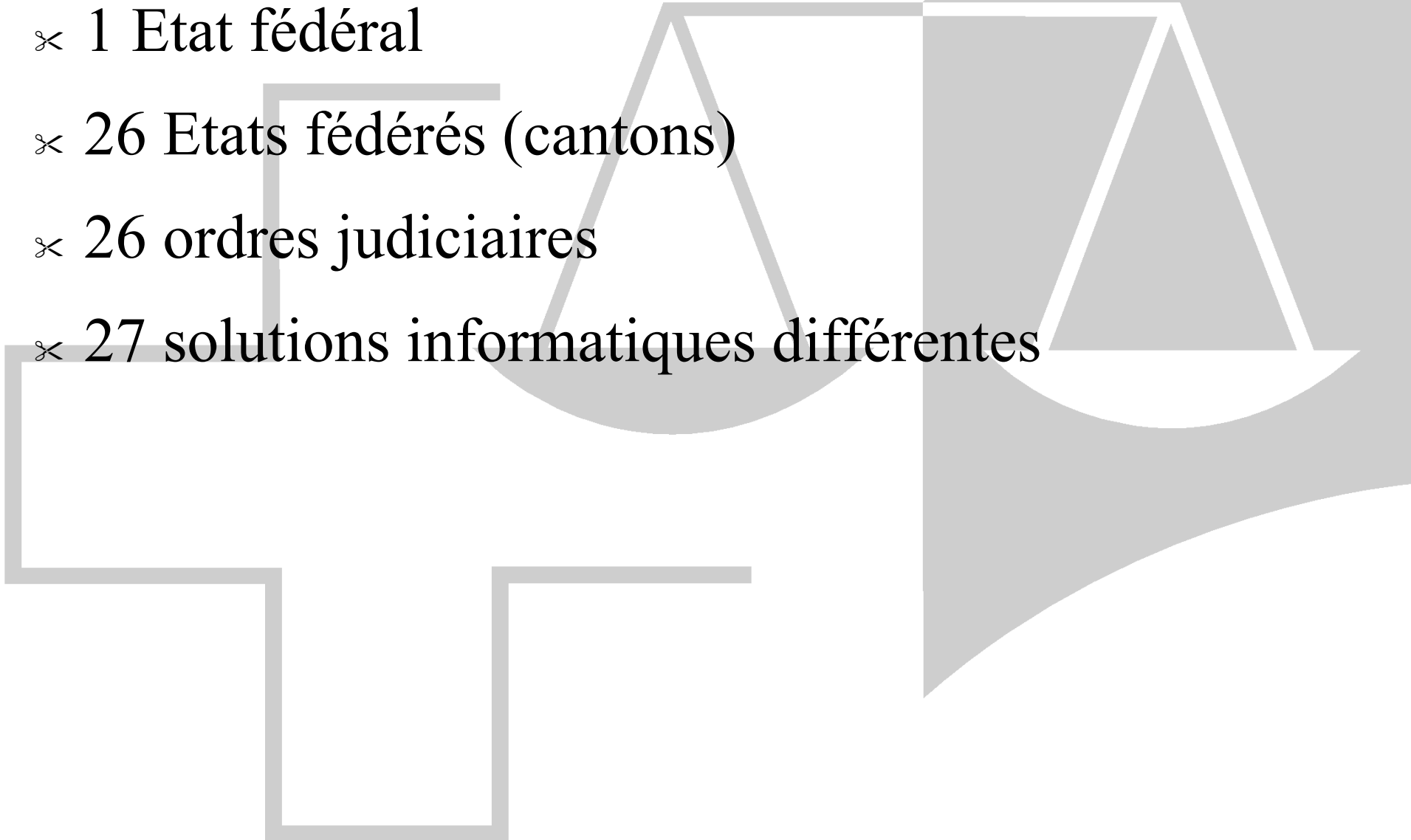


Cadre général

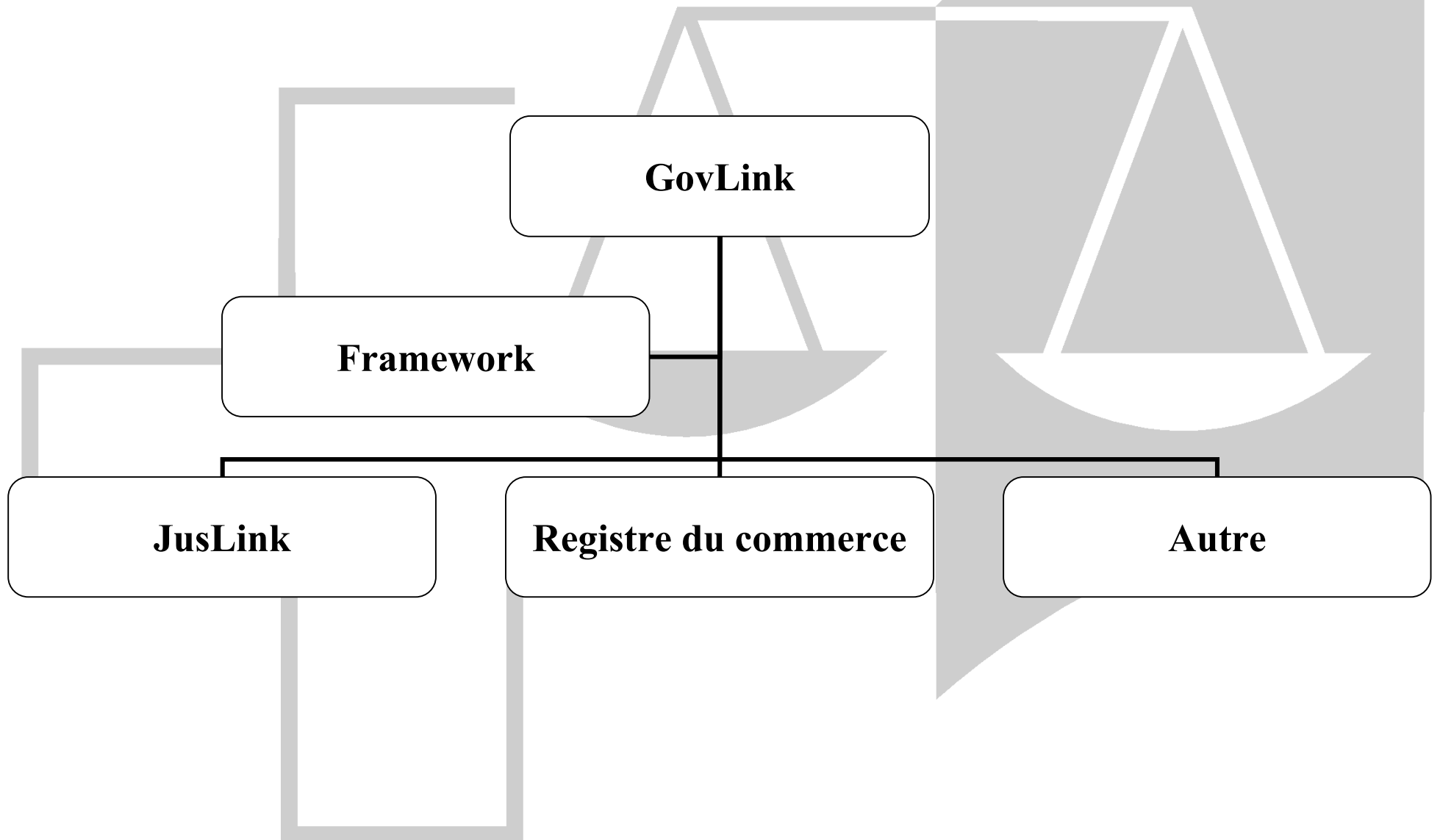


Cadre géographique et politique

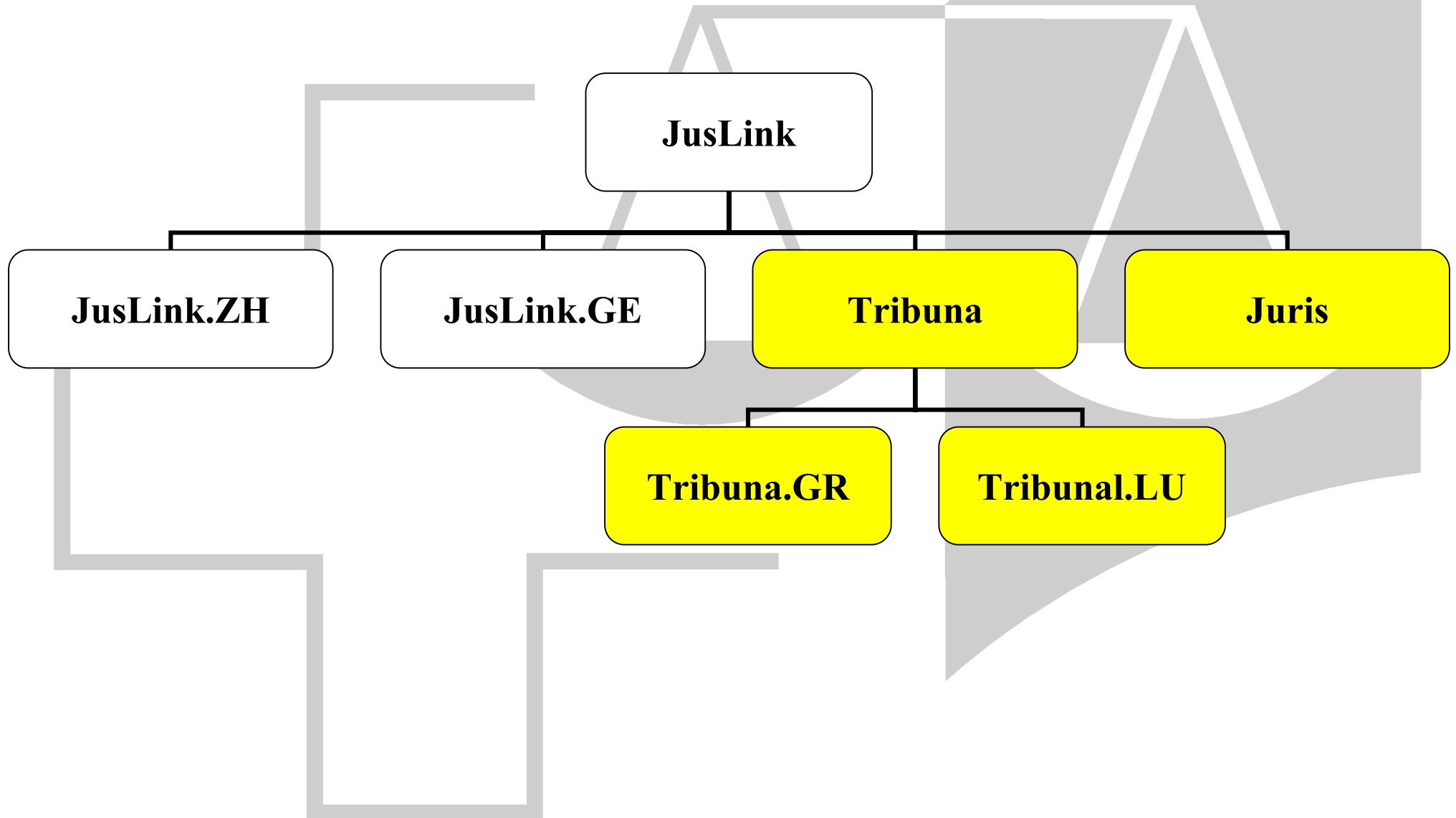
- ✂ 1 Etat fédéral
- ✂ 26 Etats fédérés (cantons)
- ✂ 26 ordres judiciaires
- ✂ 27 solutions informatiques différentes



Organisation de projet GovLink

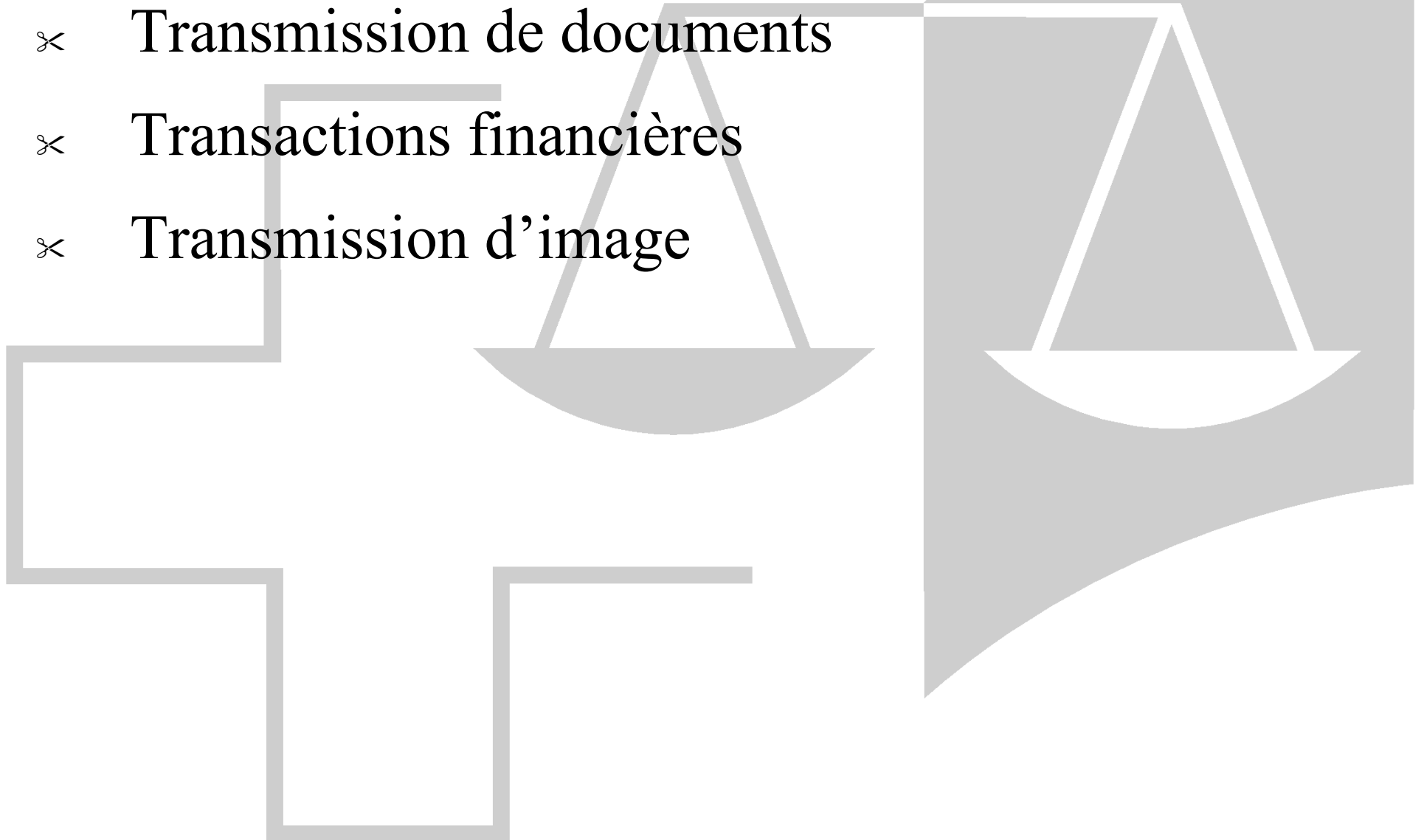


Organisation de projet JusLink

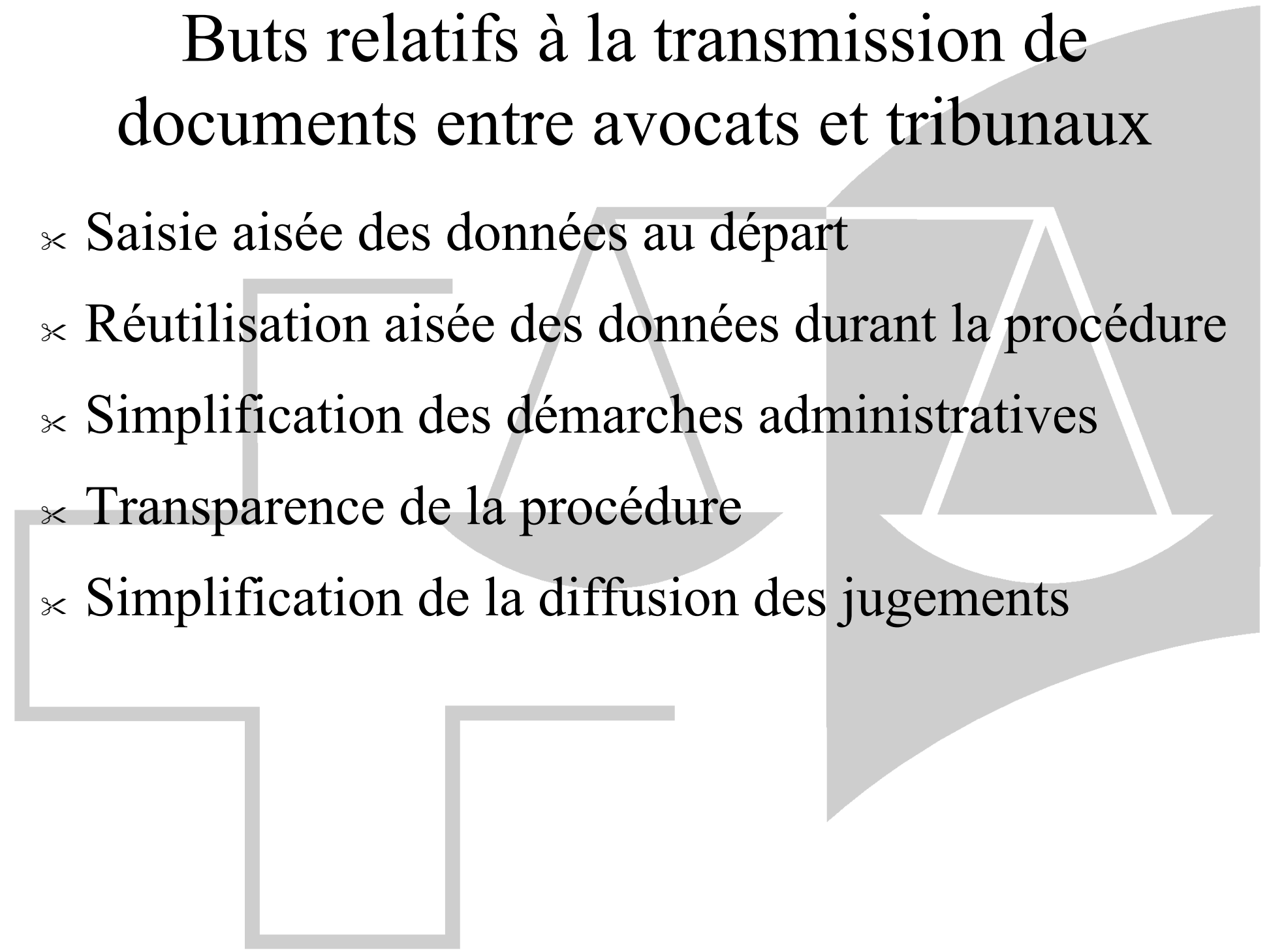


Buts généraux

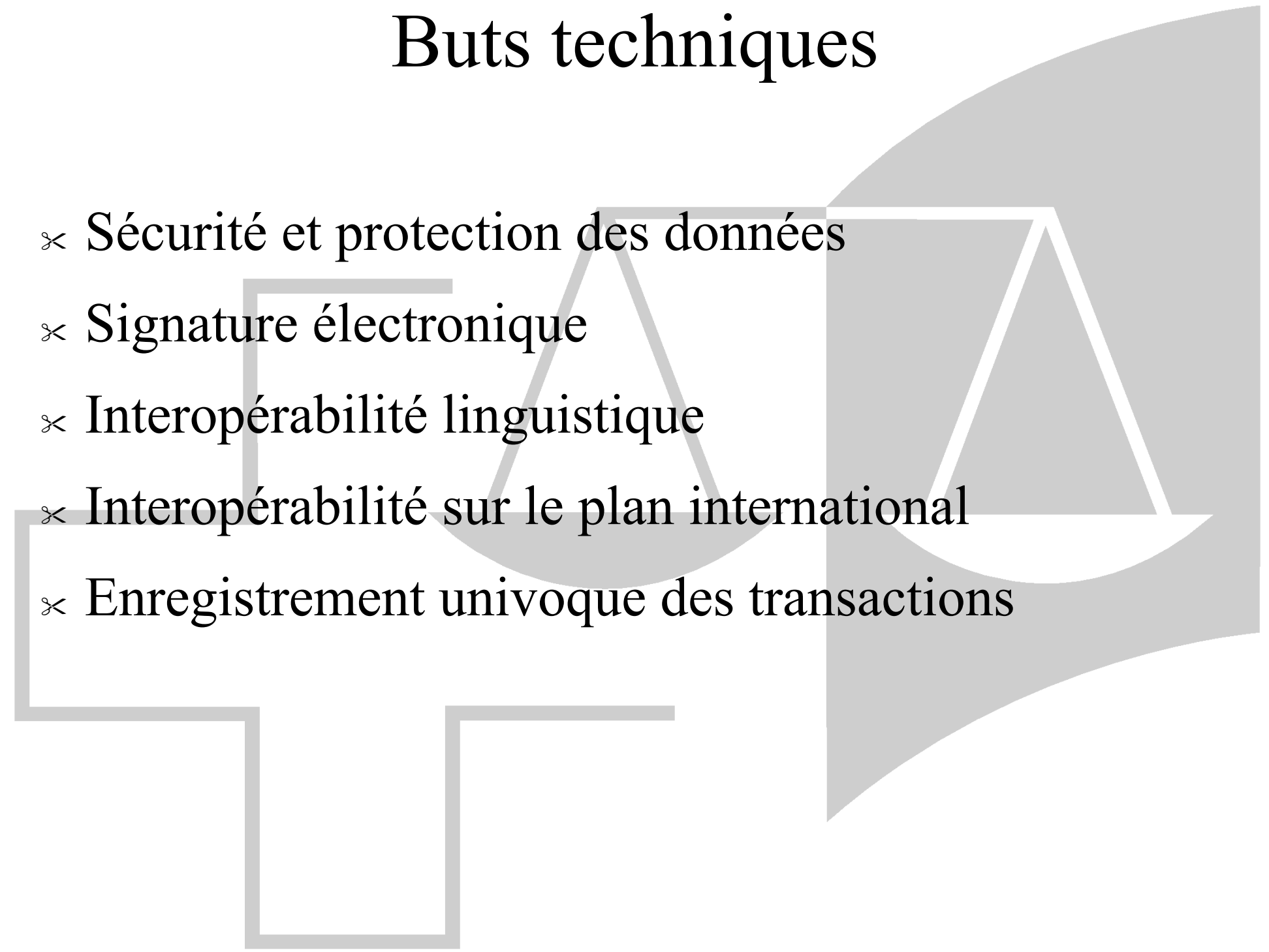
- ✂ Transmission de documents
- ✂ Transactions financières
- ✂ Transmission d'image



Buts relatifs à la transmission de documents entre avocats et tribunaux

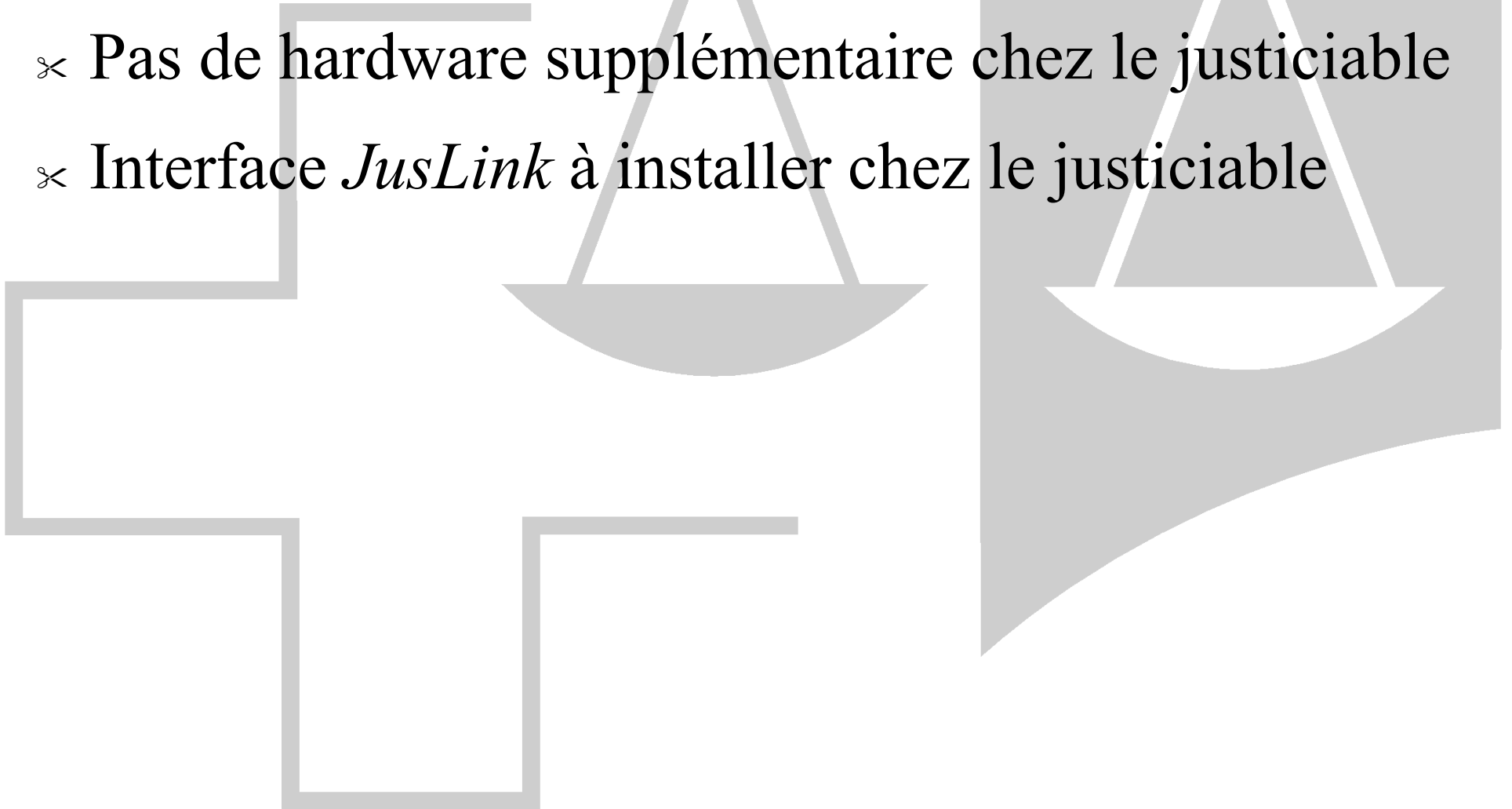
- ✘ Saisie aisée des données au départ
 - ✘ Réutilisation aisée des données durant la procédure
 - ✘ Simplification des démarches administratives
 - ✘ Transparence de la procédure
 - ✘ Simplification de la diffusion des jugements
- 
- The background features a large, light gray scale of justice on the right side, with a white outline of the scale's pan and beams. On the left side, there is a gray step-like graphic consisting of several horizontal and vertical lines forming a staircase pattern.

Buts techniques

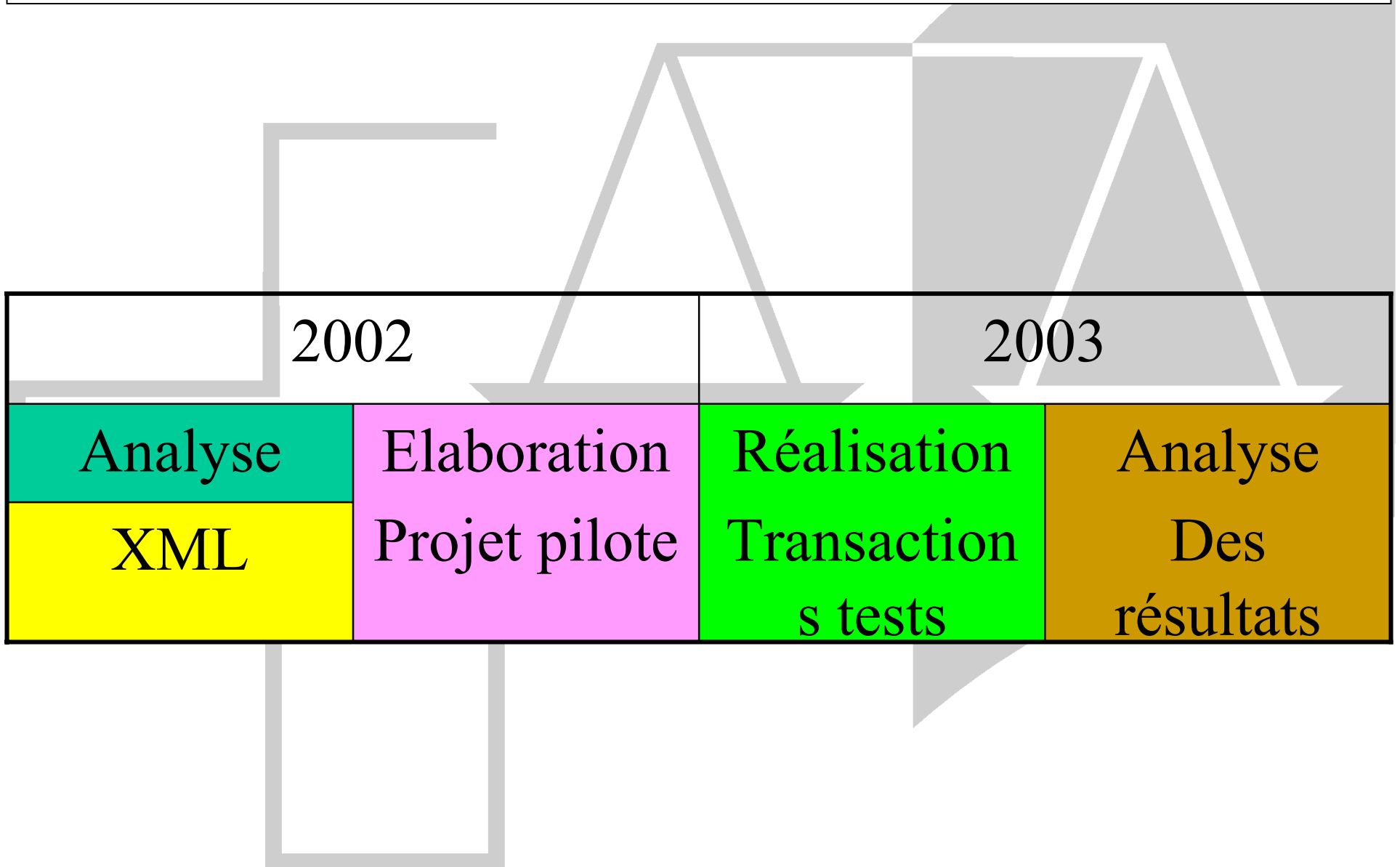
- ✘ Sécurité et protection des données
 - ✘ Signature électronique
 - ✘ Interopérabilité linguistique
 - ✘ Interopérabilité sur le plan international
 - ✘ Enregistrement univoque des transactions
- 
- The background features a large, light gray scale of justice on the right side, with a white triangle on its pan. On the left side, there is a stylized, thick gray outline of the letter 'E'.

Buts financiers

- ⌘ Coût < coût du courrier postal
- ⌘ Pas de hardware supplémentaire chez le justiciable
- ⌘ Interface *JusLink* à installer chez le justiciable

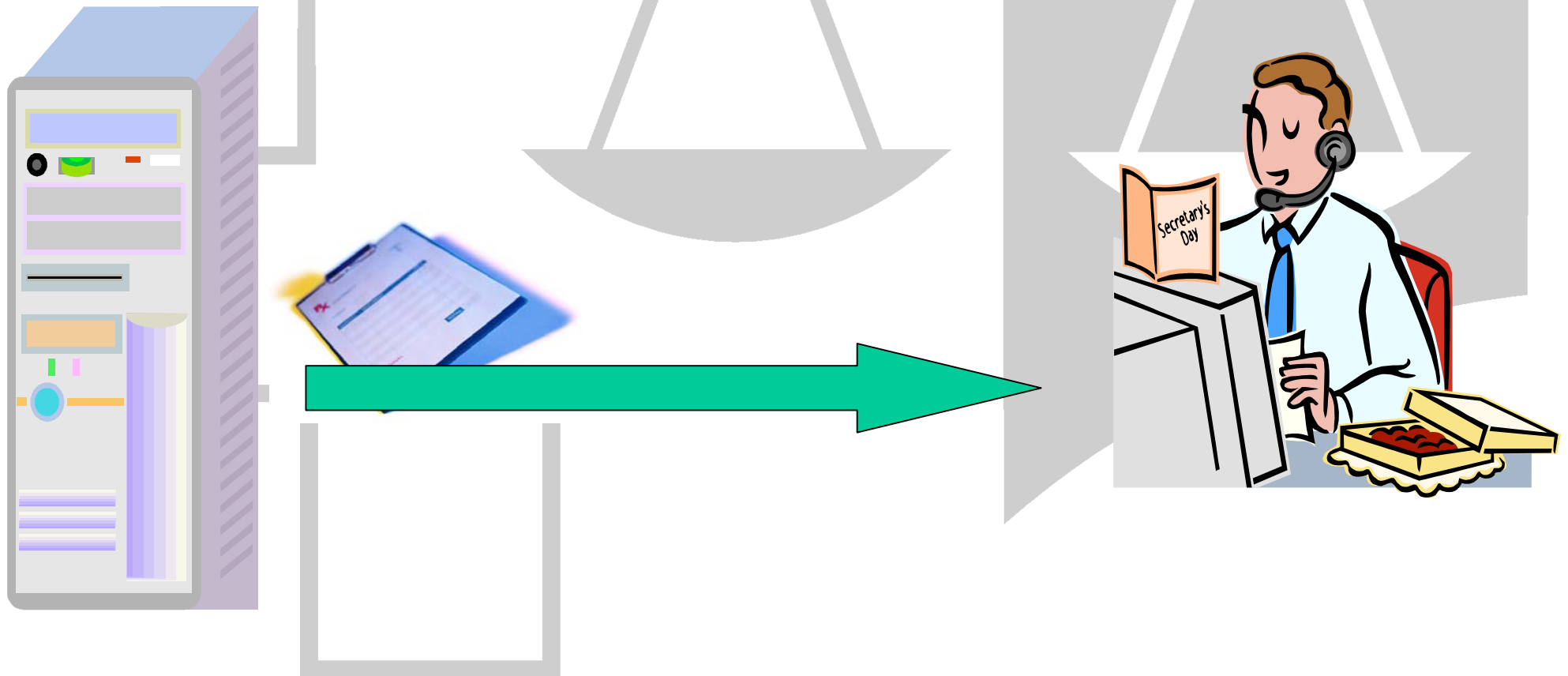


Délais

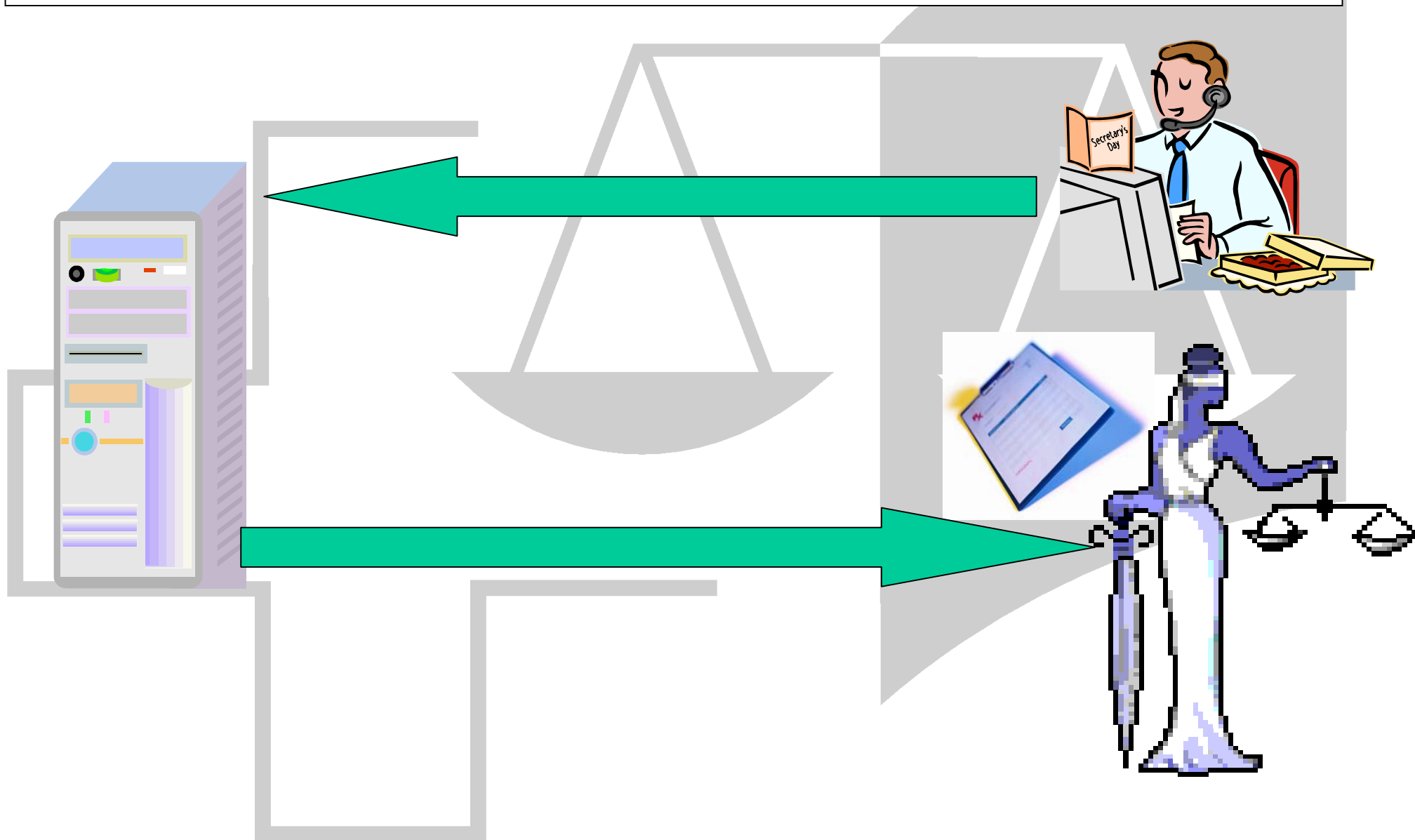


La première instance

Action en justice

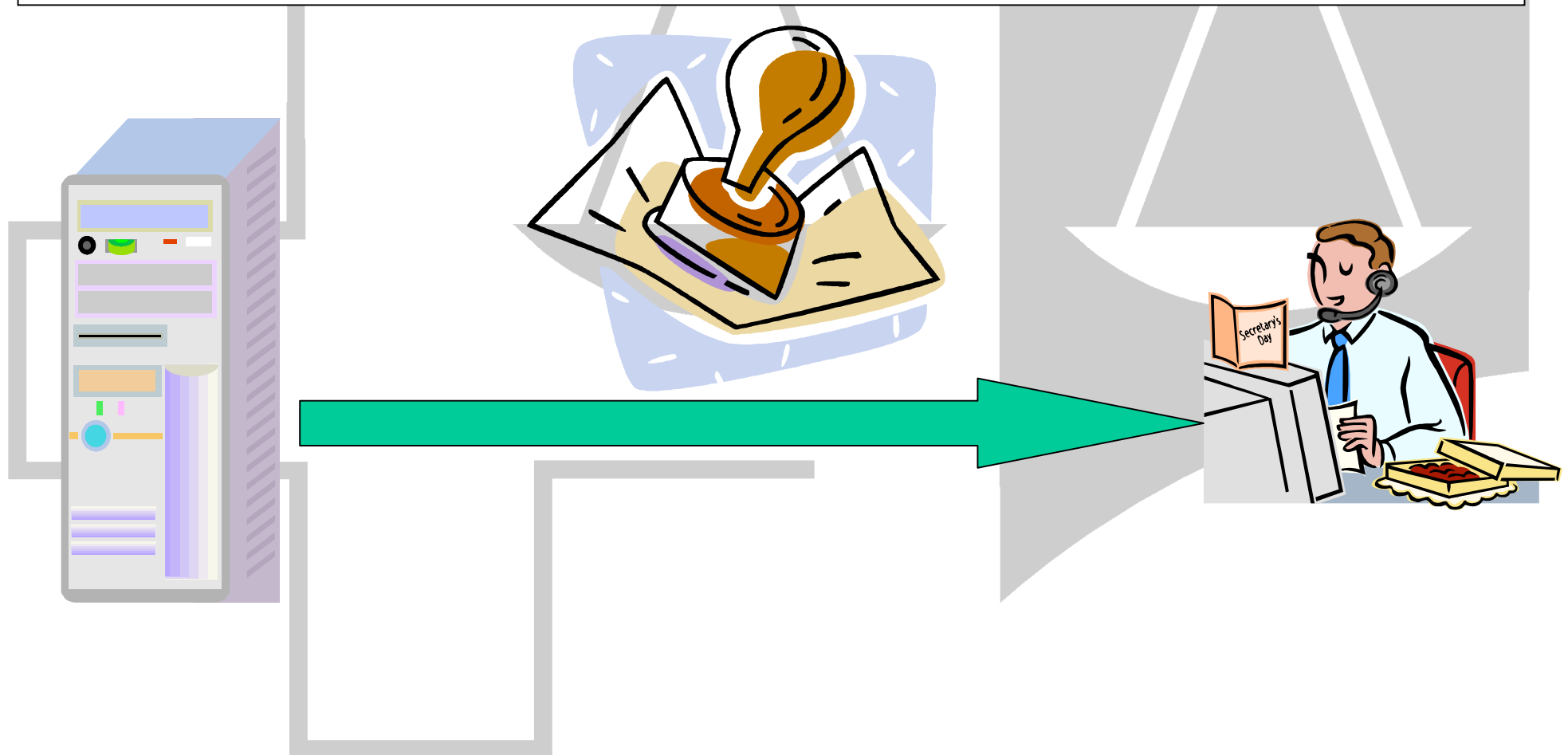


Expédition de l'action en justice

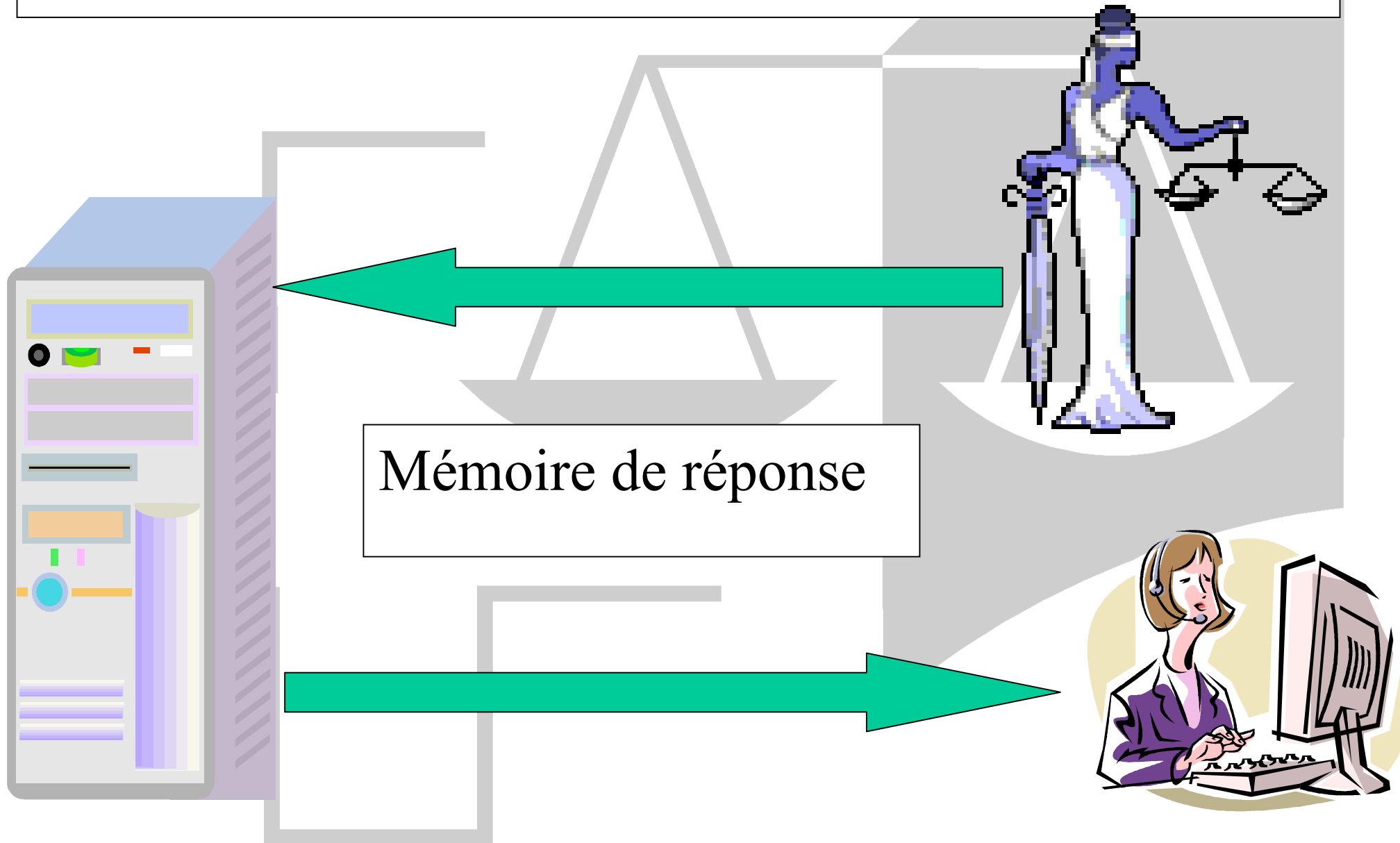


L'accusé de réception

Attestation de l'heure d'émission de l'accusé

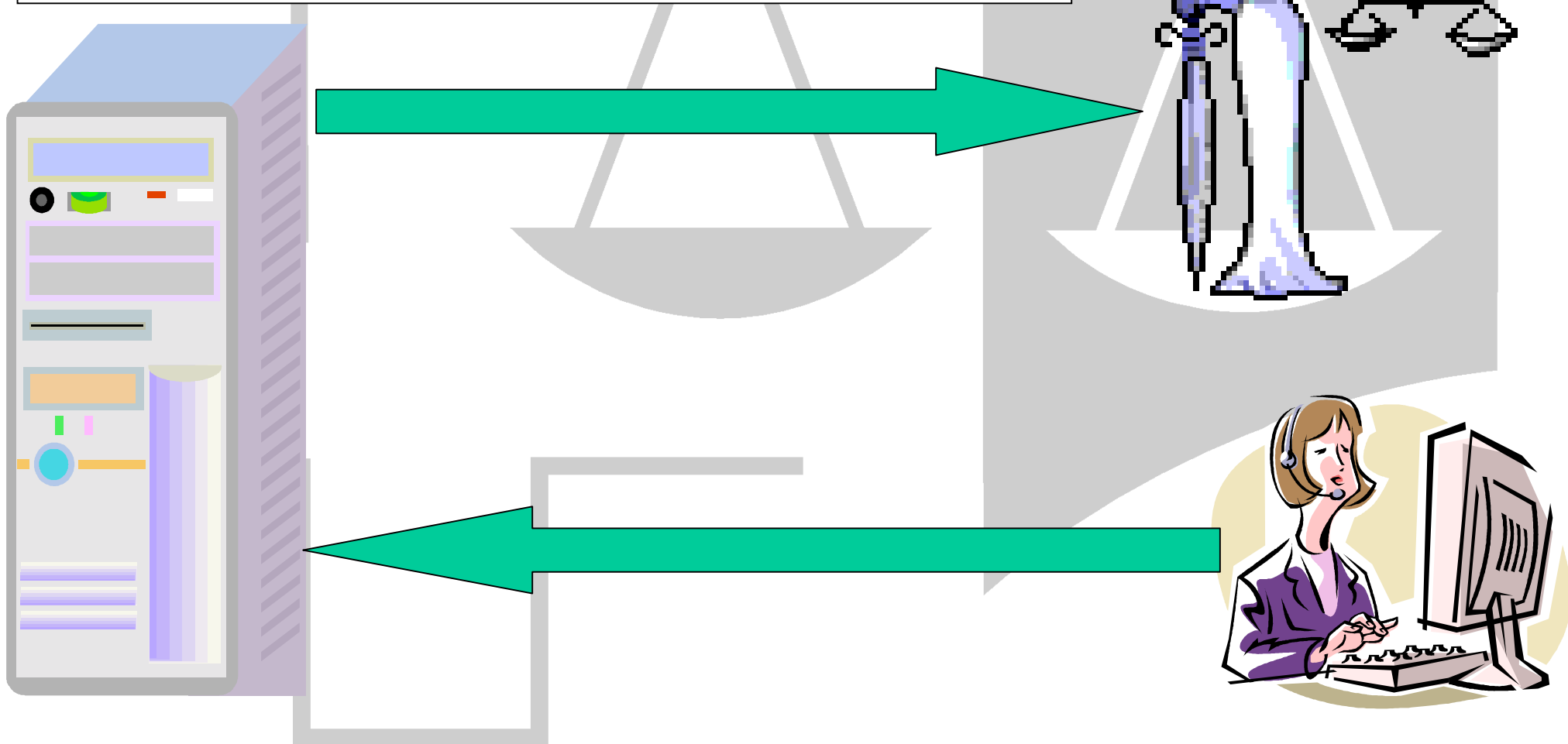


Echange d'écritures



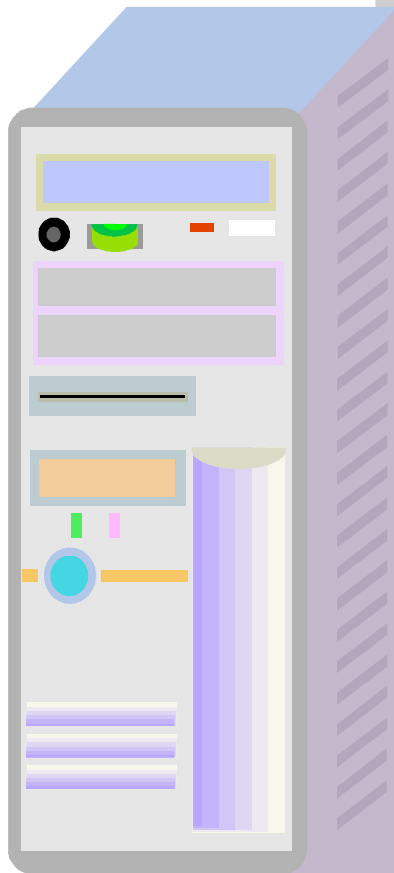
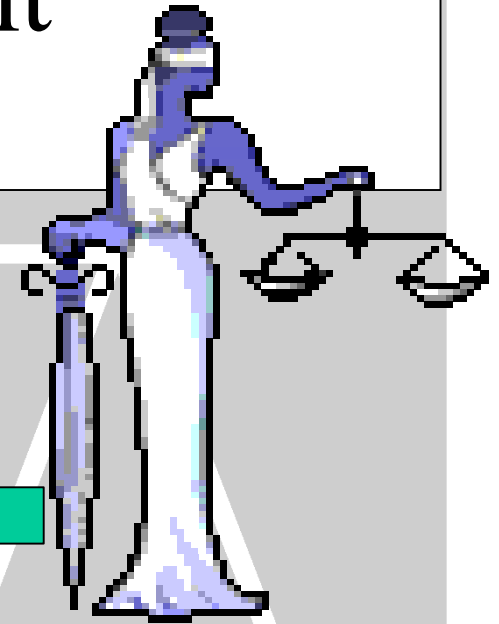
Echange d'écritures (2)

Expédition du mémoire de réponse

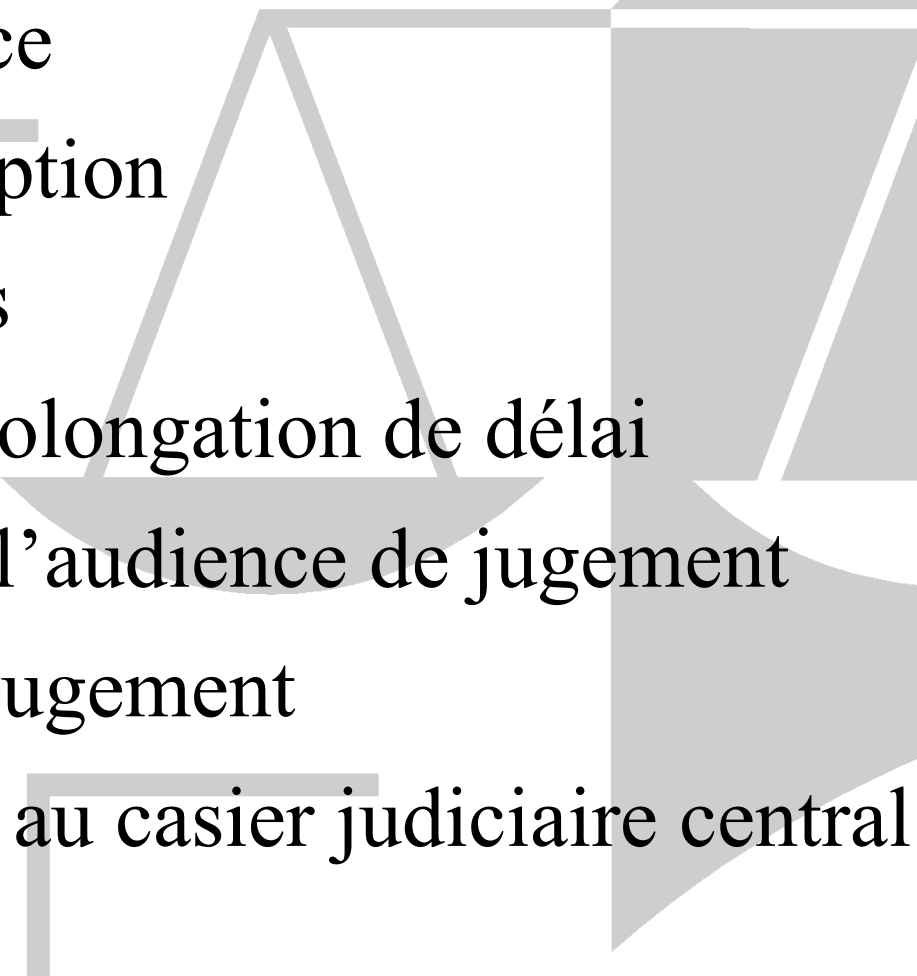


Expédition du jugement

Aux parties



Exemples de transactions

- ✘ Action en justice
 - ✘ Accusé de réception
 - ✘ Avance de frais
 - ✘ Demande de prolongation de délai
 - ✘ Convocation à l'audience de jugement
 - ✘ Expédition du jugement
 - ✘ Envoi de l'avis au casier judiciaire central
 - ✘ Recours
- 

Détails d'une transaction

Partie

Partie adverse

Partie

- Titre, nom, prénom
- Adresse
- NPA / Localité

Partie adverse

- Titre, nom, prénom
- Adresse
- NPA / Localité

Détails d'une transaction (2)

Partie 1

Identité

Titre

Nom

Prénom

Adresse

Rue 1

Rue 2

Localité

NPA

Localité

Représentant

Identité

Titre

Nom

Prénom

Adresse

Rue 1

Rue 2

Localité

NPA

Localité

Détails d'une transaction (3)

Personne physique ou morale

✘ Personne physique (critères supplémentaires)

‣ Date de naissance

‣ Ascendance

‣ N° AVS (sécurité sociale)

✘ Personne morale (critères supplémentaire)

‣ Numéro d'identification

Intégration du marquage XML

FEUILLE DE GARDE: Dossier 9X.1/1999

54685
9X.1/1999 BA / Bental Issac

Schweizerische Bundesanwaltschaft, Taubenstrasse 16, 3003 Bern
Bental Issac, Arluzovov 61, IL-Tel Aviv (Jacob Track)
vertr. durch Herrn Ralph M. Zloczower, Fürsprecher, Effingerstrasse 4a, 3011 Bern
Herrn Prof. Dr. Stefan Trechsel, Rabbenalstrasse 63, 3013 Bern

Betreff: **verbotene Handlungen gegen einen fremden Staat (Art. 271 StGB),
politischen Nachrichtendienst (Art. 272 StGB),
Nachrichtendienst gegen fremde Staaten (Art. 301 StGB).**

Materie: **370.00 (BUNDESSTRAFGERICHT)**

Instruktion: **WIPRÄCHTIGER** zuget. am **07.12.1999** erl. am **07.07.2000**
Redaktion: **MONN** zuget. am **07.07.2000** erl. am **22.08.2000**

entschieden durch ENDURTEIL am 07.07.2000

Registratur: **GENOUD**
Zustand: **BEENDET**
Vermerk: **Domizilverzeigung Issac Bental: Fürsprecher R.M. Zloczower**

1

Imprime <Ctrl+P> Aide <Aide> Quitte <0>

Génération automatique des données formelles

FEUILLE DE GARDE: Dossier 9X.1/1999

54685
9X.1/1999 BA / Bental Issac

Schweizerische Bundesanwaltschaft, Taubenstrasse 16, 3003 Bern
g/
Bental Issac, Arluzovov 61, IL-Tel Aviv (Jacob Track)
vertr. durch Herrn Ralph M. Zloczower, Fürsprecher, Effingerstrasse 4a, 3011
Bern
Herrn Prof. Dr. Stefan Trechsel, Rabbentalstrasse 63, 3013 Bern

Betreff: **verbotene Handlungen gegen einen fremden Staat (Art. 271 StGB),
politischen Nachrichtendienst (Art. 272 StGB),
Nachrichtendienst gegen fremde Staaten (Art. 301 StGB).**

Materie: **370.00 (BUNDESSTRAFGERICHT)**

Instruktion: **WIPRÄCHTIGER** zuget. am **07.12.1999** erl. am **07.07.2000**
Redaktion: **MONN** zuget. am **07.07.2000** erl. am **22.08.2000**


entschieden durch ENDURTEIL am 07.07.2000

Registratur: **GENOUD**
Zustand: **BEENDET**
Vermerk: **Domizilverzeigung Issac Bental: Fürsprecher R.M. Zloczower**

1

Imprime <Ctrl+P> Aide <Aide> Quitte <Q>

**Bundeegericht
Tribunal fédéral
Tribunale federale
Tribunal federal**


[T 0/2]
1P.48/2002/col

**Arrêt du
Ire Cour de droit public**

Composition Les juges fédéraux
greffier

Parties

contre

Objet

Données formelles complétées automatiquement

Bundeegericht
Tribunal fédéral
Tribunale federale
Tribunal federal



(T 0/2)
1P.42/2002-No.01

Arrêt du 6 mars 2002 Ire Cour de droit public

Composition

Les juges fédéraux: Aemisegger, président de la Cour et vice-président du Tribunal fédéral,
Reeb, Féraud,
greffier Zimmermann.

Parties

A.A. _____,
B.A. _____, recourants,
tous deux représentés par Me Jacques Ballenegger, avocat,
10, rue Beau-Séjour, case postale 2860, 1002 Lausanne,

contre

Procureur général du canton de Vaud, rue de l'Université 24,
case postale, 1014 Lausanne,
Tribunal cantonal vaudois, Cour de cassation pénale, 1014
Lausanne.

Objet

art. 32 Cst.; contravention de droit cantonal

(recours de droit public contre l'arrêt du Tribunal cantonal vaudois, Cour de cassation pénale, du 24 août 2001)

Parties du jugement proposées automatiquement

Faits:

A.

La société immobilière X. _____ (ci-après: la Société) est propriétaire de la parcelle n°630 du Registre foncier de Grandvaux. Sur ce bien-fonds sis hors de la zone à bâtir est érigé un bâtiment d'exploitation viticole.

Le 10 février 1997, le Département des infrastructures du canton de Vaud (ci-après: le Département cantonal) a octroyé à la Société une autorisation de construire portant sur l'agrandissement du bâtiment. Le 7 décembre 1999, le Département cantonal a constaté que les travaux exécutés dépassaient ce que l'autorisation permettait de faire, s'agissant notamment de l'aménagement d'une cave d'une surface de 100 m². Après une enquête publique complémentaire, le Département cantonal a, le 11 avril 2000, refusé l'autorisation spéciale nécessaire pour les constructions hors de la zone à bâtir, et ordonné la suppression de la cave.

B.

A raison de ces faits, le Département cantonal a, le 16 mai 2000, dénoncé au Préfet du district de Lavaux, A.A. _____ et B.A. _____ (ci-après: les consorts A. _____), en tant qu'organes de la Société et requérants des autorisations de construire, pour contravention aux art. 103ss et 130 de la loi cantonale sur l'aménagement du territoire et les constructions, du 4 décembre 1985 (LATC). Le Département cantonal a invité le Préfet à réprimer l'infraction et d'en confisquer le produit, correspondant à la valeur locative des locaux aménagés sans autorisation, selon l'art. 59 CP.

Par deux décisions séparées et identiques du 8 juin 2000, le Préfet, après avoir entendu les consorts A. _____, assistés de leur défenseur, leur a infligé une amende de 2000 fr. chacun pour infraction à la LATC au sens de l'art. 130 al. 1 de cette loi. Il les a condamnés en outre à verser, par moitié chacun, une créance compensatrice d'un montant de 12000 fr.

Les consorts A. _____ d'une part, et le Ministère public, d'autre part, ont fait opposition aux prononcés préfectoraux. La cause a été transmise au Tribunal de police de l'arrondissement de l'Est vaudois.

A l'audience de jugement du 5 avril 2001, le Tribunal de police, à la demande du Ministère public, a précisé l'accusation en ce sens qu'elle devait aussi être envisagée l'application des art. 128 LATC et 79 du règlement d'application de cette loi (RATC), régissant l'octroi du permis d'habiter. Le Tribunal de police a indiqué qu'il ne s'agissait pas là, selon lui, d'une aggravation de l'accusation, la base de celle-ci, soit l'art. 130 LATC, n'ayant pas été modifiée.

Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce:

1.

Le recours est rejeté dans la mesure où il est recevable.

2.

Un émolument de 3000 fr. est mis à la charge des recourants.

3.

Il n'est pas alloué de dépens.

4.

Le présent arrêt est communiqué en copie au mandataire des recourants, au Procureur général et à la Cour de cassation pénale du Tribunal cantonal du canton de Vaud.

Lausanne, le 6 mars 2002

Au nom de la Ire Cour de droit public
du Tribunal fédéral suisse

Le président:

Le greffier:

Questions ?



www.bger.ch

jacques.buehler@bger.admin.ch